Problème d'affichage ? Retrouvez ce mail en format PDF en PJ
Pour une lecture optimale, autoriser l'affichage des images

SNUDI FO 13 / FNEC FP

Info Flash

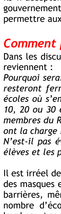
avril 2020

COVID-19

La sécurité sanitaire des personnels et des élèves ne peut être assurée pour une rentrée le 11 mai

Pour FO, « *allez au casse pipe* » le 11 mai, c'est NON !

Pour FO, aucune reprise possible sans mise en œuvre effective de tous les moyens de protection des enseignants et des élèves !



le SNUDI FO 13 appelle l'ensemble des collègues à discuter, à établir des motions et à prendre position contre la réouverture des établissements scolaires le 11 mai

De jour en jour, l'inquiétude, la consternation et la colère montent chez les personnels face à la décision irresponsable du président Macron de rouvrir les écoles et les établissements à partir du 11 mai.
Ils n'acceptent pas que l'économie prenne le pas sur le respect des règles sanitaires, que le gouvernement mette délibérément les personnels, les élèves et leurs familles en danger pour permettre aux entreprises de recommencer à produire. **L'école n'est pas la garderie du MEDEF !**

Comment pourrions-nous reprendre dans ces conditions ?

Dans les discussions entre collègues, sur les réseaux sociaux, les mêmes questions et inquiétudes reviennent :
Pourquoi serait-il sans risque d'ouvrir les écoles quand les cinémas, les théâtres, les restaurants resteront fermés ? Comment serait-il possible de faire respecter les gestes barrières dans des écoles où s'entasse un nombre important d'élèves ? Comment garantir les distances sanitaires à 10, 20 ou 30 élèves par classe, et avec des élèves de 3, 5 ou 10 ans ? Comment un AESH ou des membres du RASED pourraient-ils réussir à faire respecter les gestes barrières aux élèves dont ils ont la charge ?
N'est-il pas évident que les écoles deviendraient des foyers de contagion dès lors que tous les élèves et les personnels, ainsi que l'entourage proche ne seront pas testés ?

Il est irréel de penser qu'enseignants et parents réussiront à tenir 6 heures par jour voire plus avec des masques et à faire respecter des gestes barrières ! Il est irréel de penser que ces seuls gestes barrières, même appliqués sans faille, seront suffisants pour contenir le virus alors même que nombre d'écoles sont déjà sous équipées d'un point de vue matériel (nombre de toilettes, lavabos,…) sans parler de l'hygiène des locaux et des sanitaires après chaque passage.
Comment enseigner sans risque dans ces conditions alors que des enseignants volontaires pour accueillir les enfants des personnels soignants depuis le 16 mars ont été infectés?

Par ailleurs, la reprise des cours signifie pour de nombreux enseignants l'utilisation de transports en commun avec le risque de contracter le virus et de le transmettre à l'école et dans leur famille…
Quant aux directeurs d'école, cette reprise les mettrait une nouvelle fois en première ligne !

La colère et la révolte grondent chez les personnels…

Partout en France, les personnels sont révoltés et refusent d'aller à l'école le 11 mai dans ces conditions. Voici ce qu'ils disent :
Au Puy, des AESH réunis avec le SNUDI-FO : *« La décision du gouvernement est absurde, nous travaillons en contact rapproché avec les enfants, nous serons donc les premières touchées. Nous ne voulons pas nous mettre en danger, nous et nos proches et propager le virus. Le 11 mai, nous ne voulons pas aller au casse-pipe ! ».*
A Toulouse, des enseignants réunis à distance avec le SNUDI-FO : *« Il paraît totalement irréalisable que le 11 mai, date où les écoles pourraient être réouvertes, les conditions garantissant notre santé et notre sécurité soient réunies. Persister à vouloir ouvrir les écoles sans garantir ces conditions ferait courir un grave risque sanitaire comme l'indiquent de nombreux médecins ».*
A Villeurbanne, des enseignants écrivent *« Sans masques, sans gants, sans dépistages, sans pouvoir appliquer la distanciation et les gestes barrières dans des classes à 30, c'est notre vie qui est en jeu comme celles des parents. Nous refusons de faire la garderie pour les patrons. Nous refusons d'être sacrifiés pour leurs profits. C'est pourquoi nous décidons en l'état actuel des choses de ne pas reprendre la classe le 11 mai. »*
Dans une école maternelle de **Haute-Savoie** : *« A défaut des conditions de sécurité, nous considérons dangereux de retourner dans les écoles et irresponsable de nous le demander ».*

Mais aussi chez les médecins, les parents d'élèves, les maires…

Mais l'indignation qui monte ne concerne pas que les enseignants loin s'en faut :
⇒ Dans une étude parue le dimanche 12 avril, l'**INSERM** considère que *« lever le confinement sans stratégie de sortie conduirait inévitablement à une deuxième vague épidémique qui déborderait le système de santé. »* L'étude préconise de faire de l'ouverture des écoles la dernière étape du déconfinement, et de conditionner celui-ci à un dépistage à grande échelle de la population.
⇒ Le 14 avril, **Jean-Paul Hamon**, président de la Fédération des médecins de France, déclare que la réouverture des écoles le 11 mai représenterait un *« risque inutile »*.
⇒ Le 16 avril, **L'Ordre des Médecins** s'oppose à la réouverture des écoles le 11 mai, dénonçant un *« manque absolu de logique »* et que *« déconfiner le milieu scolaire reviendrait à remettre le virus en circulation »* .
⇒ Pour **Philippe Klein**, directeur de la clinique internationale du Wuhan (Chine), au regard de l'expérience chinoise, *« Dans le cadre d'un déconfinement, un processus méthodique et long, la dernière chose que l'on fera c'est de rouvrir les écoles. »* (Europe 1, 14 avril).
⇒ Pour **Eric Caumes**, chef du service des maladies infectieuses de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris, *« Il existe un principe général qui est de déconfiner dans l'ordre inverse du confinement. Les écoles auraient donc dû être les dernières à rouvrir leurs portes »*
⇒ Les syndicats FO, CGT, SUD de l'hôpital de Beaujon (92) indiquent suite à l'annonce de réouverture des écoles le 11 mai : *« non, l'épidémie subirait inévitablement une 2ème vague épidémique, qui pourrait être encore plus meurtrière dans la mesure où, selon les estimations, seulement 10% de la population présenterait une immunité. »*
⇒ Des pétitions de parents d'élèves se multiplient sur internet contre la reprise le 11 mai pour dire : *« nos enfants ne sont pas des cobayes ».*
⇒ De nombreux maires indiquent qu'ils n'ouvriront pas leurs écoles le 11 mai. Le maire d'une grande ville indique que cette décision est *« déraisonnable »*, un autre explique que ce sera *«impossible »*. Pour un troisième : *« Nous voyons tous les grandes difficultés de rouvrir les écoles alors que partout dans le monde ce sont les écoles qui ont ouvert après tout le reste»*. Chaque jour, ils sont de plus en plus nombreux à s'exprimer !

Le ministre n'apporte aucune garantie sur la protection des enseignants et des enfants…

Depuis le 16 mars, la FNEC se bat pour que les collègues volontaires puissent travailler avec le maximum de précautions (dépistage, masque, gel, désinfection des locaux, etc…).
Le 11 mai, il faudrait reprendre alors qu'aujourd'hui, des collègues nous interpellent encore sur les conditions déplorables d'accueil des enfants de soignants.
Plus que jamais, aujourd'hui comme demain, l'avis déposé par la FNEC-FP FO au CHSCTM qui mentionne notamment que
« Le CHSCT M demande un dépistage généralisé aux personnels et aux élèves comme préalable à toute reprise d'activité » doit être appliqué ! Tout le matériel de protection nécessaire (masques FFP2, gants…) doit être fourni au personnel ! Toutes les écoles doivent être désinfectées très régulièrement !

Or, le ministre Blanquer a été incapable d'apporter ces garanties à notre fédération lors d'une audience le 15 avril. Voir le compte rendu complet de l'audience
Il est encore totalement incapable d'apporter ces garanties avec ses annonces aujourd'hui sur la reprise progressive et en petits groupes à partir du 11 mai !

Pire il indique que les enseignants devraient faire classe aux élèves qui viendraient à l'école mais également enseigner à distance pour ceux qui ne viendraient pas ! Il parle même *« d'obligations de service de circonstances exceptionnelles »* !

Que prévoit le ministre ? Que chaque enseignant fasse le double de cours : un pour chaque moitié de classe ? Des cours en télé-enseignement pour les élèves que les parents refuseraient d'envoyer en cours ? Le matin en classe et l'après-midi en « télétravail » ?

Quoi qu'il en soit, pour FO, le cadre national de l'Ecole publique et l'égalité de traitement entre tous les élèves n'autorisent pas une réouverture à géométrie variable !
De même, **FO s'opposerait à toute remise en cause des obligations réglementaires de service des personnels.**

Les pseudos arguments pédagogiques sont des leurres pour répondre à la demande du MEDEF d'une reprise de l'économie

Le ministre « découvre » que des enfants sont restés sur le bord de la route ? Mais aucune mesure n'a été prise en début de confinement permettant à chaque enfant dans chaque famille d'avoir un ordinateur, une connexion internet, de pouvoir faire face…
Alors qu'il faudrait ouvrir des classes et recruter massivement des enseignants pour organiser le rattrapage de ce véritable naufrage scolaire avec moins d'élèves par classe, des dédoublements, des petits groupes… ce sont des milliers de fermetures qui ont été programmées pour la rentrée !
FO a demandé au DASEN des Bouches du Rhône au CTSD et au CDEN un moratoire pour les opérations de carte scolaire, en raison de la crise sanitaire, qu'il a refusé sous le prétexte du respect du calendrier des opérations de gestion du personnel…

Le refus de reprendre est immense, il est légitime !

Alors que le gouvernement n'est pas aujourd'hui en mesure de garantir la fourniture de masques et de tests de dépistage en nombres suffisants pour les personnels et les élèves, les premières dispositions qui commencent à arriver dans plusieurs départements n'ont rien de rassurantes. Elles consistent à déléguer aux équipes toute l'organisation pratique de la réouverture, à décider quels élèves reprendront le 11 et quels élèves ne reprendront pas, avec de surcroit une pression pour organiser en parallèle l'enseignement en présentiel et à distance.
Au Danemark, où ces mesures sont mises en œuvre (avec un bilan humain de l'épidémie pourtant beaucoup moins lourd), les problèmes s'accumulent. Lire l'article de Ouest France

Enseignants et parents ne sont pas les variables d'ajustement du MEDEF ! Les enseignants font preuve de professionnalisme et de dévouement mais ils ne veulent pas être sacrifiés !
Les enseignants, dans leur grande majorité, ne veulent pas rentrer le 11 mai dans les conditions imposées par le gouvernement.

Pour le SNUDI-FO, aller au casse-pipe le 11 mai c'est non !
Pour le SNUDI-FO, reprendre à tout prix, à nos risques et périls, c'est non !

Le SNUDI-FO invite les collègues à se réunir par les moyens à distance, à discuter des conditions de rentrée qui nous sont imposées, à adopter des motions indiquant leur refus de rentrer le 11 mai, à les faire circuler, à les envoyer au syndicat qui les diffusera à l'ensemble des collègues pour faire reculer le gouvernement
La colère et la révolte des personnels face à l'annonce du gouvernement de réouvrir les écoles le 11 mai doivent se faire entendre ! Leur volonté de ne pas reprendre dans ces conditions doit être respectée !

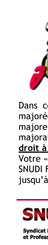
Dans l'immédiat : Pas de reprise sans dépistage systématique, sans tous les moyens de protection nécessaires !

La FNEC FP-FO a déposé un préavis de grève jusqu'au 30 mai.

Signez et faites signez en ligne la pétition FO

« Le 11 mai ou après… Pas de reprise sans dépistage systématique, sans tous les moyens de protection nécessaires »

déjà 29.300 signataires !



Les cotisations de nos syndiqués sont les seules ressources du syndicat et la garantie de notre indépendance syndicale !

En vous syndiquant, nous serons plus forts pour vous !

Bulletin d'adhésion 2020 de solidarité à télécharger >>ICI<<

Dans ce nouveau bulletin d'adhésion 2020, vous avez la possibilité de payer une cotisation majorée avec une ligne optionnelle intitulée « soutien caisse de grève ». Vous pouvez alors majorer votre cotisation de la somme qui vous convient. La somme globale (cotisation de base + majoration + soutien caisse de grève) donnera lieu à l'établissement d'un reçu fiscal qui ouvre droit à 66% de réduction au de crédit d'impôt
Votre « don » servira ainsi à alimenter la caisse de grève qui sera reversée aux adhérents du SNUDI FO 13 qui en font la demande après le 4ème jour de grève à compter du 5 décembre jusqu'à la fin du conflit actuel.

SNUDI FORCE OUVRIERE 13
Syndicat National Unifié des Directeurs, Instituteurs et Professeurs des Ecoles des Bouches du Rhône
www.snudifo13.org
13 Rue de l'Académie 13001 Marseille
Tel : 04 91 00 34 22 / 07 62 54 13 13
Fax : 09 57 49 82 49 Mail : contact@snudifo13.org